

# L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°108 du Mardi le 11 Avril 2023 Prix: 300 Fcfa

Site web: [www.leconomistedutogo.tg](http://www.leconomistedutogo.tg)



## Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Caraïbes

La Barbade, cette petite île qui veut remodeler le FMI et la Banque mondiale

Le petit État des Caraïbes, menacé par le réchauffement, est devenu le principal avocat d'une réforme des institutions économiques internationales, afin de ... • (Page 08)

## Crise bancaire

«Des répercussions sur plusieurs années», dit le PDG de JPMorgan Chase  
«Même si cela n'a rien à voir avec 2008, il n'est pas facile de ... • (Page 08)



## Togo / Caisse nationale de sécurité sociale

• (Page 03)

# 81 728 331 434 FCFA de cotisations encaissées en 2022



## Lutte contre le blanchiment de capitaux

• (Page 04)

# Le GIABA sensibilise la jeunesse togolaise

## Togo

La rencontre gouvernement - Collectivités territoriales reportée

La première édition des rencontres gouvernement et collectivités territoriales, ... • (Page 02)

## En fin de mission au Togo

Esras Demir fait ses adieux à Victoire Dogbé

L'Ambassadrice de Turquie, Esras Demir est en fin de mission au Togo. Elle est allée faire son au revoir au Premier ministre, ...

• (Pages 04)

## Investissements

La capitalisation boursière de Coris Bank dépasse 460 millions USD

Coris Bank International, l'organisation de services financiers basée au Burkina Faso et dirigée par l'homme d'...

• (Page 06)

## Santé

Le Togo note entre 2500 à 3000 cas de tuberculose par an

Au Togo, la tuberculose existe et fait des morts chaque année. On note au tour de ... • (Page 11)

PME / PMI BOOSTER VOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES ET DEVENEZ PLUS COMPÉTITIF

avec CAI en obtenant les certifications ISO à MOINDRE COÛT

ISO 9001; 14001; 45001; 37001; 27000; 26000; 22000; HACCP

+228 22 55 78 78 - +228 93 27 78 76

[www.careeracademyinstitute.com](http://www.careeracademyinstitute.com)



Togo

# La rencontre gouvernement - Collectivités territoriales reportée

La première édition des rencontres gouvernement et collectivités territoriales, initialement prévues les 13, 14, et 15 avril 2023 à Kara, est reportée à une date ultérieure.

• Junior AREDOLA

Les acteurs locaux concernés seront informés au moment venu des nouvelles dates. La première rencontre entre le gouvernement togolais et les collectivités territoriales, initialement prévue du 13 au 15 avril à Kara, est reportée à une date ultérieure, selon une annonce du ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires. Cette réunion visait à renforcer la collaboration entre les collectivités territoriales et le gouvernement, et devrait réunir divers acteurs, notamment des préfets et des maires, pour discuter de questions liées au développement local. Conscient que les collectivités territoriales ont un rôle crucial à jouer dans le développement économique et social du pays, et qu'une



meilleure collaboration entre ces acteurs devrait permettre d'améliorer l'efficacité de sa politique de décentralisation, l'exécutif togolais a multiplié les initiatives ces dernières années avec le concours des partenaires au développement. Au Togo, l'objectif de transférer certaines compétences de l'Etat central vers les collectivités territoriales, afin de favori-

ser le développement local et de renforcer la participation citoyenne, est devenu un des enjeux majeurs de l'action politique du gouvernement. Depuis 2019, la réforme des institutions territoriales mise en branle, a connu des avancées notoires. Toutefois, des défis importants restent à relever, notamment en termes de ressources humaines, de capacités techniques et de participation citoyenne.

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION  
ET DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

CABINET

N° 0113 /MATDDT-CAB

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
TRAVAIL-LIBERTE-PATRIE

Lomé, le 06 AVR 2023

**NOTE AUX PREFETS ET MAIRES**

Faisant suite à ma note N° 093/MATDDT-CAB du 10 mars 2023, je vous informe que la première édition des rencontres gouvernement et collectivités territoriales, initialement prévue les 13, 14 et 15 avril 2023 à Kara, est reportée à une date ultérieure.

Vous serez informés au moment opportun, des nouvelles dates retenues pour cette activité.

Le ministre d'Etat,  
**Pavadowa BOUKPESSI**

# Image du jour



Plan International Togo organise un atelier régional d'apprentissage à Kpalimé, afin de partager les expériences et renforcer l'efficacité des initiatives programmatiques et d'influence en faveur des droits des enfants, des jeunes et l'égalité pour les filles.

## AUX DECIDEURS...

### Autonomie des banques centrales africaines : Rien que du bruit !

L'autonomie des banques centrales notamment celle des banques émettant le CFA était défendu par certains économistes. Leur défense continue d'ailleurs. Et on était tous emballé. C'est devenu une lutte contre le colonialisme.

Est-ce que vraiment nos banques centrales peuvent avoir leur autonomie. J'en doute. La récente faillite d'une banque américaine nous fait comprendre que nos banques centrales sont loin de l'autonomie. L'intervention de la FED, Banque centrale des Etats-Unis, a mis fin à la crise. Ce que nos banques centrales ne peuvent pas faire.

Les pays africains n'ont pas assez d'argent, pourquoi n'impriment-ils pas tout simplement les billets dont ils ont besoin ?

Actuellement le marché régional des titres publics est sous tension depuis le mois de février. Faute de liquidité, les investisseurs sont moins disposés à prêter aux Etats et proposent des taux jugés exorbitants.

La hausse du taux directeur couplé au retrait brutal et massif de la liquidité disponible au refinancement a asphyxié les banques et a entraîné une panique sur les marchés des titres publics et interbancaire. Ainsi, depuis le 1er mars 2023, et ce jusqu'au 27 mars, le montant levé s'évalue à 159 milliards FCFA contre 476 milliards FCFA en mars 2022, soit une chute de 66,60%.

La Cote d'Ivoire, le 17 mars, a retenu 80 milliards FCFA dont 78 milliards FCFA provenant des investisseurs ivoiriens. Sur la semaine du 20 mars, l'Etat ivoirien a reçu 8,24 milliards FCFA dont 8,2 milliards FCFA venant des investisseurs ivoiriens mais aucun montant n'a été retenu et cela pour un montant sollicité de 85 milliards FCFA. Le Mali et le Benin ont par la suite reporté leurs émissions.

Normalement l'Etat peut produire des billets à travers la banque centrale pour freiner un ralentissement ou pour pouvoir relancer l'économie.

Ce qui leur permet d'effacer leur dette. C'est ce que font les Etats-Unis et l'Europe depuis la crise économique de 2008. S'ils le font c'est parce qu'ils ont une économie suffisamment robuste.

On peut créer les billets sans avoir la richesse réelle nécessaire. Les américains ont leur propre monnaie qui est utilisé partout dans le monde ainsi il est facile à eux d'effacer leur dette.

Pourquoi les africains ne créent pas de monnaie. Tout simplement, On ne peut pas. Nous ne pouvons pas fabriquer des billets et l'injecter dans l'économie parce que nous faisons trop d'importation et plus encore dans une monnaie étrangère souvent le dollar. Ce qui fragilise nos économies.

Injecter aussi de la liquidité dans nos économies cela ne va pas augmenter la production. Il aura afflux de consommation ce qui va causer l'inflation.

Il est temps de quitter le débat du Franc CFA pour pouvoir repenser notre développement pour pouvoir créer des monnaies fortes. Cela va prendre du temps. C'est une impérative de quitter cette domination.

La première étape c'est l'utilisation de nombreuses terres arables pour produire davantage ce que nous consommons. Car nous importons pratiquement tout ce que nous consommons.

Le manque de vision des dirigeants est un handicap.

Midas Tigossou

### Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Caisse nationale de sécurité sociale

# 81 728 331 434 FCFA de cotisations encaissées en 2022

Sur un total de 82 465 076 543 de FCFA de cotisations déclarées, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a encaissé 81 728 331 434 FCFA en 2022, soit un taux de recouvrement de 99,11%.

• Joël YANCLO

À fin 2022, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) comptait dans ses registres, 24024 employeurs et 303 063 assurés. « Faire de la pleine satisfaction des partenaires sociaux et des usagers de ses services une priorité » ; tel est le leitmotiv de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) du Togo qui gère le régime général togolais de sécurité sociale. Dans cette perspective et en moins de cinq ans, l'institution a : digitalisé l'ensemble de ses services notamment l'acheminement des prestations, réduit les délais de traitement des différents dossiers surtout de liquidation des dossiers de pensions, innové dans le système de contrôle de vie avec un dispositif de contrôle à distance par reconnaissance faciale, garanti la pérennité du régime en diversifiant ses sources de revenus à travers des chantiers porteurs, jeté les bases de l'extension de la couverture sociale pour tous. Tout ceci, grâce à la mise en

place d'un système d'information très avancé. L'un des secrets de cette rapide transformation de la CNSS est dans la constante recherche de performances et de qualité inscrite dans une vision managériale modernisée et aux axes stratégiques tournés vers le résultat. En matière de recouvrements sociaux à la CNSS, l'employeur est tenu de déterminer l'assiette des cotisations, de calculer et verser les cotisations dans les délais impartis, de produire les Déclarations Nominatives des Rémunérations (DNR) pour la tenue des comptes des assurés. Les cotisations sont assises sur l'ensemble des rémunérations perçues par les personnes assujetties (le plancher correspond au SMIG fixé à 52 500 FCA à compter du 1er janvier 2023). De même l'employeur est débiteur vis-à-vis de la CNSS, de l'ensemble des cotisations (part employeur et part travailleur). Il existe à la CNSS le recouvrement amiable ou forcé. En ce qui concerne le recouvrement amiable,



• Mme Ingrid AWADE, DG / CNSS

l'employeur débiteur des cotisations sociales qui éprouve des difficultés de trésorerie

peut solliciter auprès de la CNSS un échéancier de règlement. L'employeur s'engage

à payer régulièrement les encours simultanément. Quant au recouvrement for-

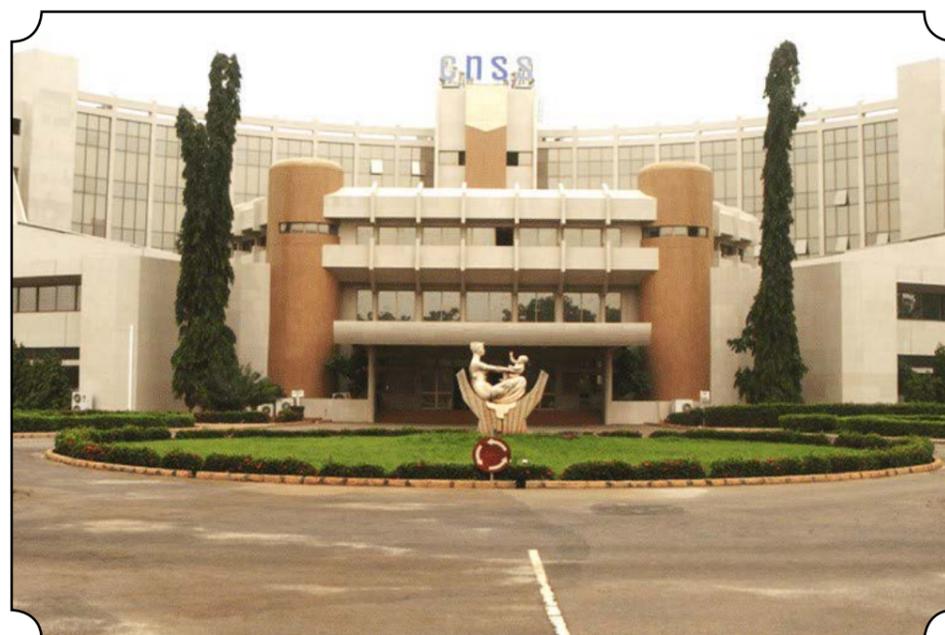
cé, il y a une procédure pré-contentieuse où une mise en demeure avec accusé de réception est signifiée aux employeurs qui ne s'acquittent pas de leurs cotisations aux échéances prescrites pour les inviter à régulariser leur situation dans un délai de 15 jours, une procédure contentieuse entre en vigueur si la mise en demeure est restée sans effet, la CNSS délivre une contrainte signée par le Directeur Général, visé et rendue exécutoire par le Président du Tribunal du Travail. L'avis à tiers détenteur est de mise lorsque les créances de cotisations sont garanties par un privilège sur les biens meubles et immeubles du débiteur. La CNSS peut procéder au recouvrement des cotisations sociales à concurrence du montant des créances dues par voie de sommation ou d'avis à tiers détenteur contre tout établissement bancaire, employeur, locataire et d'une façon générale, tout débiteur des personnes physiques ou morales redevables des créances ou tout tiers détenteur de deniers leur appartenant.

TABLEAU EVOLUTIF DES COTISATIONS DECLAREES ET ENCAISSEES DE 2018 à 2022

N° ORDRE	ANNEE	COTISATIONS DECLAREES	COTISATIONS ENCAISSEES	TAUX
1	2018	54 513 997 736	53 398 346 150	97,95%
2	2019	72 324 912 649	82 223 320 368	113,69%
3	2020	67 940 316 289	66 411 964 430	97,75%
4	2021	82 968 836 706	76 252 214 711	91,90%
5	2022	82 465 076 543	81 728 331 434	99,11%

ANNEES	2017	2018	2019	2020	2021	2022
EMPLOYEURS	11 362	14 844	17 184	19 467	21 720	24024
ASSURES	147294	166 340	182 106	196 266	213 645	303065



## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100%.

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Lutte contre le blanchiment de capitaux

Le GIABA sensibilise la jeunesse togolaise

« Rôle des jeunes dans la prévention et la lutte contre le Blanchiment de Capitaux et du Financement du Terrorisme (BC/FT) » est le thème de la 16ème édition de la Journée Portes Ouvertes au profit des Jeunes des universités et grandes écoles du Togo sur la LBC/FT, tenue le jeudi 06 avril 2023 à l'Auditorium de l'Université de Lomé. Une initiative du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) en collaboration avec la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF-Togo).

● Joël YANCLO

Une centaine de participants issus d'institutions d'enseignement supérieur (universités, instituts polytechniques, écoles professionnelles, etc.), d'organisations de la société civile, d'administrations et d'institutions nationales et d'organes de presse ont pris part à cette Journée portes ouvertes qui s'inscrit dans la stratégie de sensibilisation et d'information des parties prenantes pour une compréhension plus élargie et plus approfondie des effets néfastes du BC/FT sur les économies en général et sur celles des Etats membres en particulier. Occasion d'engager un dialogue élargi avec la jeunesse togolaise dans leur diversité pour une plus grande prise de conscience sur la nécessité



de mener de façon inclusive le combat collectif contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Aux termes des travaux, il est mis en place une alliance des jeunes bien organisés et fortement sensibilisés sur les dispositifs de la LBC/FT; une bonne compréhension du mandat du GIABA et de son rôle dans la mise en œuvre des normes du GAFI ; un engouement des jeunes dans la recherche universi-

taire sur des thèmes en lien avec la LBC/FT ; et enfin une implication plus accrue des jeunes dans la LBC/FT. La cérémonie d'ouverture de la Journée Portes ouvertes a été marquée les allocutions de Kanga Tchallim, Directeur de Cabine, représentant le Garde de Sceaux, Ministre de la Justice et de la législation et des allocutions du Pr Couchoro Mawuli Kodjovi, Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, représentant le Président de l'Université de Lomé, de Tchaa Bignossi Aquitème, Correspondant National du GIABA et Président de la CENTIF-Togo, de Régina Tiensbandé Bandé, Responsable du Centre d'Information du GIABA à Abidjan, représentant le Directeur Général du GIABA, de Barros Bacar Banjai, Représentant Résident de la CEDEAO au Togo, du Commissaire Abi Abalo, représentant le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile et de Anala Josep Directeur de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, représentant le Ministre du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.



En fin de mission au Togo

Estras Demir fait ses adieux à Victoire Dogbé

L'Ambassadrice de Turquie, Estras Demir est en fin de mission au Togo. Elle est allée faire son au revoir à au Premier ministre, Victoire Dogbé ce jeudi 06 avril 2023 au cours d'une audience à la Primature.

● Nicole ESSO

Au cours de leurs échanges, les deux personnalités ont le tour d'horizon de la coopération entre Ankara et Lomé. Une coopération diversifiée qui se renforce ces dernières années. « Je suis venue faire mes adieux. On a parlé développement de nos relations pendant ces deux années. Nos deux pays sont vraiment des pays frères. L'ambassade a été ouverte il y a deux ans, le 1er avril 2021. Il y a eu la visite du président turc Recep



Tayyip Erdoğan ici au Togo. Le volume des échanges a augmenté considérablement l'année dernière par rapport à l'année précédente »,

a indiqué l'Ambassadrice Estras Demir au sortir de l'audience. « J'ai également présenté mon admiration pour le Premier ministre, son côté sportif. J'ai été à des Journées nationales du sport qui se passent tous les derniers samedis du mois. Mme le Premier ministre a également présenté sa compassion pour les tremblements de terre en Turquie. Je quitte le Togo avec un cœur très lourd », a-t-elle ajouté.



Accès à l'eau

4 ans après son lancement, les chiffres du dispositif SOFIE

En quatre ans de déploiement, le dispositif SOFIE (Suivi des Ouvrages de Forage et des Indicateurs pour l'Eau), qui vise à permettre aux populations de signaler rapidement les pannes sur les ouvrages de forage d'eau en utilisant le digital, a touché 366 cantons sur les 394 que compte le pays.

Depuis son lancement en 2019, le programme a permis de connecter 9 052 forages publics à sa plateforme de suivi, en deçà des 9 460 prévus initialement, apprend-on. L'initiative de modernisation des services publics en déployant le dispositif SOFIE pour améliorer l'accès à l'eau dans les milieux ruraux, est conjointement pilotée par les ministères en charge de l'eau et du numérique. Via sa plateforme, elle permet de détecter et de localiser les pannes sur les ouvrages de forage publics, favorisant ainsi une intervention rapide



des réparateurs au maximum dans les 72h. Outre le fait d'assurer un approvisionnement continu en eau potable en limitant les pannes sur les forages, SOFIE vise à réaliser des "économies substantielles", en termes d'argent et de temps. Son déploiement au Togo s'inscrit notamment dans la politique de digitali-

sation des services publics du gouvernement, ainsi que dans l'atteinte des Objectifs de développement durable des Nations unies, en particulier l'ODD 6, qui vise à garantir un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	2,2

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE

## La Commission

Département des Services Administratifs  
et FinanciersAvis d'Appel d'Offres Ouvert  
N° 015/ 2023/ AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'Avis : Lundi 03 avril 2023

1. Le présent appel d'offres a pour objet l'acquisition de matériel informatique pour les points d'entrée Terrestre des Etats membres de l'UEMOA ;
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour l'acquisition de matériel informatique pour les points d'entrée Terrestre des Etats membres de l'UEMOA.

Le dossier est constitué d'un seul lot et est constitué comme suit :

N°	DESIGNATION	QUANTITE
1	Ordinateur Portable elibook (Laptop)	24
2	Ordinateur Portable Professionnel (Laptop)	48
3	Ordinateur de Bureau (Desktop)	48
4	Tablettes	120
5	Imprimante multifonction en couleur	96
6	Vidéo projecteur	16
7	Scanner couleur- Design compact et peu encombrant	24
8	Kit vidéo-conférence	8

3. La participation à la concurrence est ouverte toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.
4. Le délai de livraison du matériel est de quatre-vingt-dix (90) jours.
5. Les livraisons se feront dans les huit (08) Etats membres de l'UEMOA.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
- une attestation originale conforme justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non-validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite soixante-douze (72) heures, après l'ouverture des plis.

6. Les sociétés intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières (DACM)** de la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA** payable à la **Direction de la Trésorerie et de la Comptabilité**. Les dossiers peuvent être également acquis dans les Représentations des Etats membres de l'UEMOA.

7. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le **mardi 02 mai 2023 à 09 h 30, heure locale**, accompagnées de garantie de soumission d'un montant d'un million (1 000 000) FCFA.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

8. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de **10 heures**, en présence des **représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.**

9. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO  
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)  
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB-** Tel.: +226 25 31 88 73 à 76 poste 86 40, Email : bsib@uemoa.int
- **Mme Kédji Carmelle Nadège HOUNNOU**, Email : kcnhounnou@uemoa.int

10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

**Pour le Commissaire chargé du Département  
des Services Administratifs et Financiers  
et par délégation,  
Le Directeur de Cabinet,**



## Investissements

### La capitalisation boursière de Coris Bank dépasse 460 millions USD

Coris Bank International, l'organisation de services financiers basée au Burkina Faso et dirigée par l'homme d'affaires burkinabé estimé Idrissa Nassa, a connu une augmentation notable du cours de son action en raison de la réaction des investisseurs à sa récente stratégie de croissance.

En conséquence, la capitalisation boursière de la banque a maintenant dépassé 460 millions de dollars, avec une augmentation remarquable de 23,84 milliards de francs CFA (39,27 millions de dollars) du 27 janvier au 3 avril, portant sa valeur à 283,04 milliards de francs CFA (466,3 millions de dollars). Coris Bank International est un acteur de premier plan dans le secteur des services financiers en Afrique de l'Ouest, avec une forte présence dans toute l'Afrique francophone, y compris des opérations au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Togo, au Sénégal, au Bénin, au Niger et en Guinée-Bissau. L'intérêt soutenu des investisseurs a entraîné une augmentation à deux chiffres des actions de la banque à la bourse régionale BRVM, entraînant une augmentation de 39,27 millions de dollars de sa capitalisation boursière. Au cours des 66 derniers jours, le cours de l'action de la banque a augmenté de 9,2 %, passant de 8 100 CFA (13,34 \$) à 8 845 CFA (14,57



\$), consolidant sa position de cinquième entreprise la plus précieuse de la bourse régionale, selon les données suivies par Milliardaires.Afrique. Sous Idrissa Nassa, les dépôts actuels de Coris Bank dépassent 1,4 milliard de dollars. Sous la direction d'Idrissa Nassa, Coris Bank est devenue une force redoutable dans le secteur des services financiers en adoptant un modèle industriel unique adapté à chacune de ses implantations géographiques. Il s'agit actuellement du deuxième groupe bancaire au Burkina Faso, offrant des services de banque de détail, de banque d'entreprise et de banque islamique. En 2021, le groupe totalisait 859,1 milliards de

francs CFA (1,42 milliard de dollars) d'encours de dépôts et 1 015 milliards de francs CFA (1,67 milliard de dollars) d'encours de crédits. Au cours des neuf premiers mois de 2022, le revenu net de Coris Bank est passé de 34,74 milliards de FCFA (57,8 millions de dollars) à 43,18 milliards de FCFA (71,04 millions de dollars), en raison d'une augmentation des revenus d'intérêts et autres que d'intérêts. Cette performance impressionnante souligne la croissance continue de la banque et consolide sa position d'acteur clé dans le secteur des services financiers.

*Billionaires Africa*

## Afrique

### FSD Africa célèbre 10 ans de verdissement des marchés financiers

FSD Africa, une agence de développement spécialisée financée par l'aide britannique, a célébré une décennie de renforcement des marchés financiers à travers l'Afrique, de croissance des économies, d'augmentation des revenus des populations vulnérables et de lutte contre la pauvreté.

● Nicole ESSO

FSD Afrique a fait des progrès significatifs au cours de la dernière décennie en faisant progresser les réformes politiques et réglementaires, en améliorant l'infrastructure financière et en augmentant les capacités, tout en s'attaquant aux problèmes systémiques des marchés financiers africains. Ces efforts ont conduit à des changements à grande échelle et à long terme, offrant un accès aux services financiers à plus de 10,2 millions de personnes et abordant les problèmes liés à l'exclusion financière. Pendant la pandémie de Covid-19, FSD Afrique a observé une augmentation remarquable de 87 % de la demande et de l'utilisation des services de transfert de fonds, qui ont joué un rôle crucial dans la protection des familles contre les impacts financiers de la pandémie. Les initiatives de développement du marché

de FSD Afrique ont entraîné directement ou indirectement 1,9 milliard de livres sterling de capitaux à long terme mis à la disposition des PME, des logements abordables et des projets d'énergie durable, entre autres. Son soutien à l'innovation dans le secteur financier a accru l'accès aux services financiers pour près de 12 millions d'Africains, tandis que son soutien à la croissance des entreprises a amélioré l'accès au financement pour plus de 3 millions d'entreprises africaines et a conduit directement ou indirectement à la création de plus de 35 000 nouveaux emplois. S'exprimant lors de l'événement, Mark Napier, PDG de FSD Africa, a déclaré : « Célébrer plus de dix ans de notre travail de pionnier à travers l'Afrique est spécial : en peu de temps, nous avons renforcé et développé les marchés financiers et puisé dans des capitaux en utilisant de nouveaux instruments tels que les obligations vertes et les

obligations de genre. L'avenir est essentiel et j'ai hâte de poursuivre notre travail acharné avec notre équipe collaborative et innovante. Je suis convaincu que nous continuerons à soutenir et à répondre aux besoins croissants de l'Afrique alors que nous nous dirigeons vers un développement économique durable. » Axée sur l'avenir, la stratégie de FSD Afrique a évolué pour répondre aux besoins croissants de l'Afrique, en mettant davantage l'accent sur l'identification de méthodes innovantes pour mobiliser des ressources pour un développement économique durable. L'organisation a récemment augmenté ses investissements dans des projets qui permettent une transition équitable vers un avenir vert pour l'Afrique après plusieurs initiatives réussies, notamment l'élaboration de réglementations et l'aide aux programmes d'émission d'obligations vertes au Kenya et au Nigeria.

## Alimentation

### L'UE et le FIDA soutiennent des systèmes résilients et durables

Avec une crise alimentaire mondiale aggravée par la guerre en Ukraine, l'intensification du changement climatique et de nombreux pays menacés de surendettement, Jutta Urpilainen, commissaire européenne aux partenariats internationaux, et Alvaro Lario, président du Fonds international de développement agricole (FIDA), ont signé deux accords d'un montant total de 70,7 millions d'euros pour stimuler la production durable d'aliments nutritifs et cultivés localement et renforcer la résilience des petits agriculteurs face aux chocs climatiques et économiques en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

● Vivien ATAKPABEM

Global Gateway, l'offre positive de l'UE, est un investissement dans l'autonomie stratégique de nos pays partenaires. Nous voulons les accompagner dans la construction de leurs systèmes alimentaires par une production durable pour une meilleure résilience. Ces fonds permettront aux petits producteurs de nourrir leurs familles et leurs communautés de manière durable », a déclaré Urpilainen. Les petits agriculteurs produisent un tiers de la nourriture mondiale et jusqu'à 70 pour cent de la nourriture dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires atteignant des niveaux sans précédent, en particulier depuis le début de la guerre en Ukraine, l'inflation alimentaire a été élevée dans de nombreux pays. En outre, les petits agriculteurs sont fortement touchés par le changement climatique et sont souvent les plus touchés par des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses. « Investir dans la construction de systèmes alimentaires locaux productifs, durables et résilients est une condition nécessaire pour atteindre une sécurité alimentaire durable à long terme », a déclaré Lario. "Nous devons investir pour permettre aux petits produc-



teurs de nourrir leurs familles et leurs nations de manière durable, d'avoir accès au financement et aux ressources productives, de s'adapter au changement climatique et de construire des chaînes de valeur alimentaires plus courtes et locales." L'Union européenne fournit 52,5 millions d'euros au FIDA dans le cadre du programme Investir dans la résilience des moyens de subsistance et la santé des sols dans les pays ACP. Il favorisera l'agroécologie et les pratiques agricoles durables visant à améliorer et à maintenir la fertilité des sols, une utilisation plus efficace des engrais synthétiques et organiques, une gestion durable de l'eau pour garantir que les sols utilisent pleinement les nutriments, la production de bio-engrais locaux, l'utilisation de biodigesteurs et l'accès des petits producteurs à des intrants adaptés aux conditions agroécologiques locales. Des activités seront mises en œuvre en Éthiopie, au Libéria, au Malawi, au Mali et au Niger, avec

d'autres pays susceptibles d'être ajoutés au fil du temps. L'Union européenne accorde également une subvention de 18,2 millions d'euros au Programme mondial pour les petits producteurs agroécologiques et la transformation durable des systèmes alimentaires. Le Royaume de Belgique apporte un supplément de 5 millions d'euros. Le programme développera les pratiques agroécologiques et aidera les petits agriculteurs grâce à un meilleur accès aux connaissances, aux services de soutien, aux technologies et aux débouchés commerciaux. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les événements météorologiques extrêmes augmenteront probablement en fréquence et en ampleur dans les années à venir, exposant les systèmes alimentaires mondiaux à un risque accru de perturbation, avec des pénuries d'approvisionnement et des hausses de prix inévitables à chaque nouvelle crise.

## Nigeria

### Approbation de plusieurs projets routiers pour environ 294 km de linéaire

Le programme de financement des infrastructures routières par des opérateurs privés est en marche au Nigeria, avec déjà la construction de plusieurs centaines de km de routes.

L'exécutif nigérian a donné son approbation pour la réhabilitation de près de 294 km de route dans le cadre du programme de préfinancement des projets routiers par des entreprises locales, en compensation de crédits d'impôt. Les projets approuvés pour un montant de 330 milliards de nairas (716,8 millions USD) portent sur les routes principales de l'État de Kwara dans l'Ouest du pays, et concernent notamment les sections « Kosubosu-Kaïama-Bode Saadu (130 km), Bacita-Shonga-Lafiagi (83 km), Eyenkorin-Afon-Offa-Odo Otin (49 km) et la route



Okuta-Bukuro qui rallie la République du Bénin (32 km) ». Initié depuis 2019, le Programme de crédit d'impôt pour le développement et la remise en état des infrastructures routières est devenu l'une des principales méthodes de financement des projets routiers, face à l'insuffisance des ressources de l'État et aux difficultés à

mobiliser des fonds étrangers. Dans le cadre de cette politique, de grandes firmes comme le groupe Dangote, MTN Nigeria, la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), financent le bitumage de plusieurs centaines de kilomètres à travers tout le pays.

*Avec Agence Ecofin*

**BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

vendredi 7 avril 2023

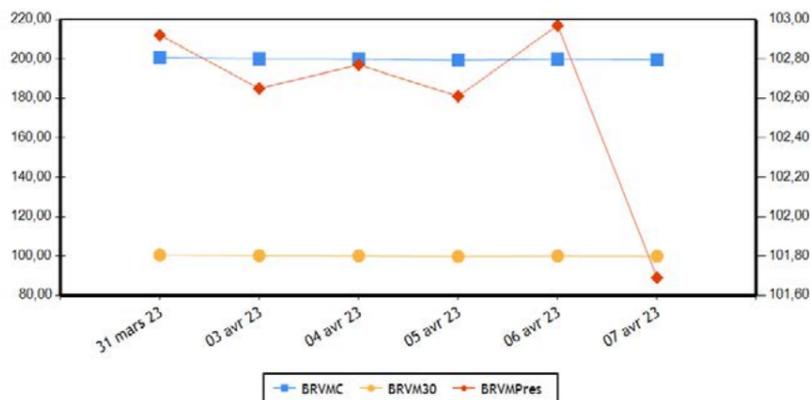
N° 70

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>199,62</b>
Variation Jour	-0,15 %
Variation annuelle	-1,77 %

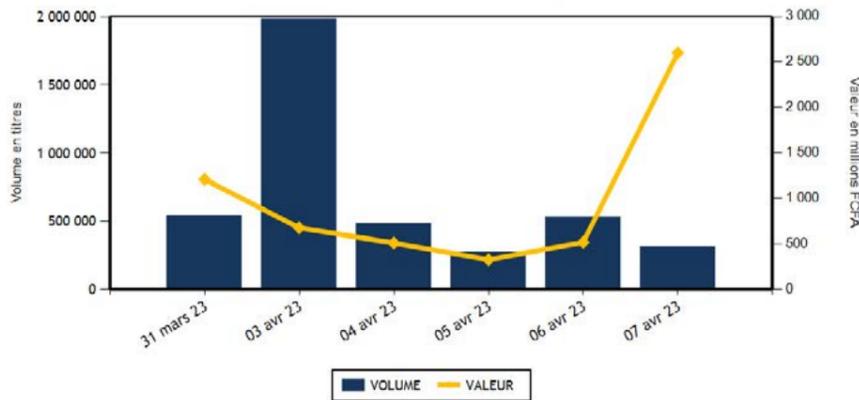
<b>BRVM 30</b>	<b>99,84</b>
Variation Jour	-0,14 %
Variation annuelle	-0,16 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>101,69</b>
Variation Jour	-1,24 %
Variation annuelle	1,69 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 426 326 857 127	-0,15 %
Volume échangé (Actions & Droits)	76 857	-85,40 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	224 516 884	-54,30 %
Nombre de titres transigés	36	-10,00 %
Nombre de titres en hausse	7	-61,11 %
Nombre de titres en baisse	18	38,46 %
Nombre de titres inchangés	11	22,22 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 044 285 560 345	0,08 %
Volume échangé	240 210	6 724,15 %
Valeur transigée (FCFA)	2 378 102 000	7 970,65 %
Nombre de titres transigés	4	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-75,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	5 480	5,18 %	10,82 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 200	4,35 %	-25,00 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	9 400	1,08 %	-7,93 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 200	0,32 %	4,20 %
SONATEL SN (SNTS)	15 840	0,25 %	4,21 %

**PLUS FORTES BAISSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	16	-5,88 %	-15,79 %
BOLLORE (SDSC)	1 400	-3,78 %	0,36 %
BERNABE CI (BNBC)	1 925	-2,78 %	-3,75 %
CIE CI (CIEC)	2 050	-2,38 %	3,02 %
TOTAL CI (TTLC)	2 100	-2,33 %	10,82 %

**INDICES PAR COMPARTIMENT**

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,69	-1,24 %	1,69 %	57 748	133 733 344	6,10
BRVM-PRINCIPAL	36	95,10	0,31 %	-4,90 %	19 109	90 783 540	8,64

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	98,71	0,07 %	-5,29 %	757	2 101 495	8,38
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	482,47	0,47 %	-1,38 %	8 473	118 818 645	8,69
BRVM - FINANCES	15	74,52	-0,71 %	-1,31 %	64 277	94 891 909	6,17
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	-3,69 %	0,35 %	560	784 300	5,47
BRVM - AGRICULTURE	5	282,61	-0,47 %	-0,34 %	399	3 931 590	5,42
BRVM - DISTRIBUTION	7	342,73	-1,01 %	-4,41 %	1 871	3 389 385	24,74
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 357,27	0,00 %	15,79 %	520	599 560	13,21

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,46
Taux de rendement moyen du marché	7,64
Taux de rentabilité moyen du marché	7,62
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	614 431,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 045 227 708,85

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	11,41
Ratio moyen de satisfaction	18,26
Ratio moyen de tendance	159,96
Ratio moyen de couverture	62,52
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	7,51
Nombre de SGI participantes	29

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



## Caraïbes

### La Barbade, cette petite île qui veut remodeler le FMI et la Banque mondiale

**Le petit État des Caraïbes, menacé par le réchauffement, est devenu le principal avocat d'une réforme des institutions économiques internationales, afin de lutter contre la crise climatique.**

Les appels à réformer l'architecture de la finance mondiale pour mieux répondre aux défis du dérèglement climatique se multiplient. Et l'une des voix les plus fortes provient de la Barbade, petite île exposée aux menaces. Cet État des Caraïbes, situé sur le passage des ouragans et menacé par la montée du niveau des océans, est devenu le principal avocat de la réforme des institutions économiques internationales. Connue sous le nom d'initiative de Bridgetown – du nom de la capitale du pays –, le plan de la Barbade prévoit d'utiliser le Fonds monétaire international (FMI) pour transformer «des milliards en milliers de milliards» d'investissements afin de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, avec également des taxes sur les entreprises fossiles destinées à amortir les chocs économiques liés au climat.



FMI a, par exemple, mis sur pied un fonds pour encourager la résilience des pays à revenus faible et intermédiaire – et dont la Barbade a été le premier bénéficiaire. Mais les critiques estiment que ce n'est pas suffisant. Un groupe d'experts indépendants mandaté par l'ONU, et coprésidé par Vera Songwe estimait, l'an dernier, qu'il faudrait plus de 2000 milliards de dollars par an pour répondre à la crise climatique.

#### Plus de taxes, nouveau fonds et gel des dettes

La Barbade propose d'utiliser les droits de tirage spéciaux du FMI – un avoir de réserve – pour y adosser un nouveau fonds climatique, qui pourrait emprunter à bon compte et investir dans des projets de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Elle demande aussi aux banques multilatérales d'augmenter leurs prêts, avec de préférence une clause pour geler les remboursements pendant deux ans en cas d'événement climatique extrême. Le plan suppose enfin une taxation

– par exemple sur les transactions financières ou les bénéfices des entreprises fossiles – pour aider les pays à faire face aux dégâts climatiques. Les ONG ont dans l'ensemble accueilli favorablement ces pistes même si elles souhaitent que la question de l'annulation des dettes soit mise sur la table – tout comme une reconnaissance de la responsabilité historique des pays riches pollueurs. «Tant qu'il n'y aura pas l'argent sur la table, on n'arrivera pas à résoudre la crise climatique», juge Harjeet Singh du Climate Action Network. Même si la Barbade est considérée comme relativement prospère par rapport à d'autres pays plus pauvres, Avinash Persaud, qui mène la campagne de la Barbade avec «un employé et demi et un tableau Excel», espère pouvoir construire une large coalition de pays – pesant quelque 40% de la population mondiale – en faveur d'avancées dans la prise en compte des enjeux climatiques. «Cela changera le monde pour ces 3,2 milliards de personnes», s'enthousiasme-t-il.

(AFP)

#### 2000 milliards de dollars par an

Ces propositions sont toujours débattues mais gagnent du terrain parmi les nations les plus développées qui font la pluie et le beau temps au FMI et à la Banque mondiale. Cette dernière est particulièrement sous pression pour faire plus en faveur du climat, un domaine dans lequel le président sortant David Malpass – nommé sur proposition de Donald Trump – a été critiqué pour son manque de volontarisme. Les institutions multilatérales ne sont cependant pas restées les bras croisés. Le

## Espace

### De l'eau dans des billes de verre sur la surface lunaire

**Des chercheurs ont analysé en détail des échantillons rapportés par la sonde lunaire chinoise Chang'e 5 en 2020.**

La surface lunaire contient de l'eau dans des billes de verre formées par l'impact de météorites, selon une étude basée sur des échantillons rapportés par la sonde lunaire chinoise Chang'e 5. «Il y a peu de doute que l'essentiel de la surface de la Lune recèle de l'eau sous une forme ou une autre», rappelle l'étude signée par des chercheurs chinois et publiée lundi dans «Nature Geoscience». Ils ont examiné en détail une centaine de minuscules billes de verre, d'une taille allant de l'épaisseur d'un cheveu jusqu'à un

millimètre, rapportées en 2020 par la mission Chang'e 5, qui contiennent de l'eau. Ces billes, datées jusqu'à deux milliards d'années, ont été créées par l'impact de météoroïdes – des météorites ou astéroïdes – qui ont fondu le matériau lunaire. Les missions lunaires américaines en avaient rapporté des échantillons, mais c'est la première fois qu'elles sont étudiées en détail, selon l'étude. Elles contiennent jusqu'à deux millièmes de gramme d'équivalent en eau par gramme de bille. Une eau provenant de processus différents de celle résultant

d'un volcanisme lunaire ou de la chute de comètes (qui contiennent de la glace). L'équipe menée par des chercheurs de l'Académie chinoise des sciences suppose que les billes de verre formées lors de l'impact d'un météoroïde auraient initialement perdu l'essentiel de leur eau. Elles auraient ensuite été bombardées par des vents solaires, leur délivrant de l'hydrogène qui se serait alors combiné avec les atomes d'oxygène contenus dans les billes. Donnant ainsi naissance à des molécules d'eau.

(AFP)

## Crise bancaire

**«Des répercussions sur plusieurs années», dit le PDG de JPMorgan Chase «Même si cela n'a rien à voir avec 2008, il n'est pas facile de déterminer quand cette crise va se terminer», a écrit Jamie Dimon, dans une lettre aux actionnaires.**

La crise qu'a vécue le secteur bancaire depuis un mois n'est «pas terminée» et aura des conséquences «sur plusieurs années», a prévenu le PDG de JPMorgan Chase, Jamie Dimon, dans une lettre adressée aux actionnaires publiée mardi.

#### «L'idée que cela a été bon pour qui que ce soit est absurde»

«La crise actuelle n'est pas terminée, et même lorsqu'elle sera derrière nous, elle aura des répercussions sur plusieurs années», a écrit le patron emblématique de la première banque américaine par la taille des actifs, dans un document figurant dans le rapport annuel. En quelques jours, le secteur a connu la défaillance de trois établissements aux États-Unis, dont deux des trois plus grandes faillites bancaires de l'histoire américaine. La séquence s'est prolongée avec le rachat, en catastrophe, de Credit Suisse par son concurrent suisse UBS pour éviter l'implosion de cet acteur européen majeur. «Même s'il est vrai que cette crise bancaire a «bénéficié» aux plus grandes banques, qui ont reçu un afflux de dépôts venu



de plus petits établissements, l'idée que cet effondrement a été bon pour qui que ce soit est absurde», a fait valoir Jamie Dimon. Lors de la semaine qui a vu Silicon Valley Bank (SVB) et Signature Bank mettre la clef sous la porte, les petites banques ont vu leurs dépôts diminuer de 185 milliards de dollars, alors que les grands noms de la place ont connu un bond de 120 milliards, selon des chiffres publiés par la banque centrale américaine (Fed).

#### «Resserrement des conditions financières»

«Ces faillites n'ont été bonnes pour aucune banque, quelle que soit sa taille», a martelé le PDG. «Toute crise qui affecte la confiance des Américains dans leurs banques est mauvaise pour

tous les établissements.» «Et même si cela n'a rien à voir avec 2008, il n'est pas facile de déterminer quand cette crise va se terminer», a écrit Jamie Dimon, qui s'attend à ce qu'elle «cause un resserrement des conditions financières car les banques et autres organismes prêteurs vont devenir plus prudents.» S'il s'attend à ce que la crise bancaire entraîne des changements en matière de régulation, il invite les autorités à éviter «une réponse instinctive, interminable ou motivée par des objectifs politiques». «Nous ne devrions pas essayer de mettre en place un régime [réglementaire] qui élimine la possibilité d'une faillite», dit-il, «mais plutôt un système qui réduise la probabilité d'une défaillance et d'une contagion.»

(AFP)

## Royaume-Uni

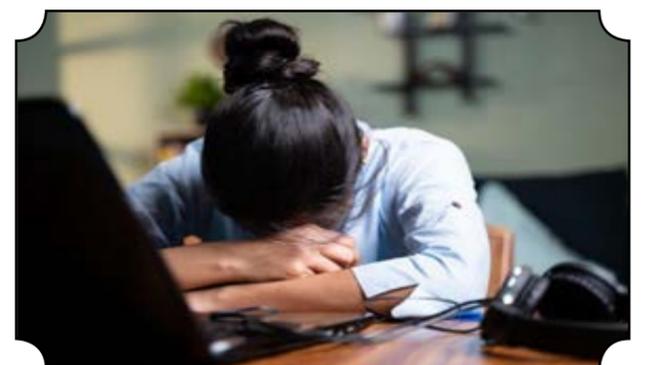
### Le stress au travail coûte plus de 30 milliards de francs par an

**Le stress lié au travail ou au «burn-out» coûte chaque année à l'économie britannique 31,7 milliards de francs et cause 23,3 millions de jours d'arrêt maladie.**

Le stress lié au travail ou à l'épuisement professionnel, appelé aussi «burn-out», coûte chaque année à l'économie britannique 28 milliards de livres sterling (31,7 milliards de francs), et cause 23,3 millions de jours d'arrêt maladie, selon une étude publiée mercredi. Les Britanniques «sont plus susceptibles d'avoir des problèmes de santé mentale que dans n'importe quel autre» des pays concernés par cette analyse, indiquent les auteurs de cette étude réalisée par l'assureur français Axa et le centre de réflexion économique britannique CEBR.

#### Moins de détresse émotionnelle en Suisse

Leurs conclusions se basent notamment sur un sondage de l'institut Ipsos auprès de 30'000 personnes âgées de 18 à 74 ans dans 16 pays et territoires à travers le monde. Ce dernier montre que 21%



des adultes britanniques sont en détresse émotionnelle, devant les États-Unis (17%), la Belgique (11%), la France (10%), la Chine (10%) ou encore la Suisse (9%). «Près de la moitié des Britanniques ne sont actuellement pas dans un état de bien-être mental et risquent l'épuisement professionnel, ce qui a un impact significatif sur l'économie et les entreprises du Royaume-Uni», selon un communiqué.

#### Conséquences de l'inflation

La crise du coût de la vie au Royaume-Uni semble avoir un impact particulièrement négatif, relèvent les auteurs de l'étude, dans un pays où l'inflation a rebondi en février à 10,4% sur un an, réduisant le pouvoir d'achat des Britanniques. Les données du CEBR montrent que le stress financier et les préoccupations des employés coûtent à eux seuls aux entreprises britanniques jusqu'à 6,2 milliards de livres sterling (7 milliards de francs) en arrêts maladie et en manque de productivité.

(AFP)



## INVESTIR EN ZONE UEMOA



EMETTEUR	BURKINA	SÉNÉGAL
Date	12/04/2023	13/04/2023
Instrument	BAT 182J - OAT 3A - OAT 5A	BAT 91J - BAT 364J - OAT 3A
Montant (en Mds de FCFA)	30	50
Taux d'intérêt	Multiples - 5,70% - 5,95%	Multiples - Multiples - 6,00%

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : [www.umoaititres.org](http://www.umoaititres.org)

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Sous l'influence d'Uranus, certains de vos projets financiers pourront être remis en question. Pour la plupart d'entre vous, il s'agira simplement de modifications mineures à apporter à un projet concernant un achat, un placement ou un investissement. Mais quelques natifs du signe pourront être dans l'obligation de tout revoir au dernier moment, alors qu'ils pensaient avoir enfin bouclé une opération financière importante. A vous de mesurer les risques.

**Taureau** Côté argent, tout ira bien si vous restez raisonnable. L'ensemble des influences planétaires de la journée sera plutôt positif, et vous ne devriez donc pas avoir de souci majeur. Mais vous aurez toutefois intérêt à tenir compte de l'influence de la Lune : elle risque en effet de vous valoir une période de relative stagnation. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des achats ruineux, ni surtout de vous endetter.

**Gémeaux** Vous devrez faire preuve de rigueur dans la gestion de votre situation matérielle si vous voulez éviter de perdre peu à peu les bénéfices engrangés récemment. En tout cas, vous serez en mesure d'effectuer des transactions profitables. Mais attention : vous risquez de ne plus être raisonnable du tout en dépensant à tort et à travers.

**Cancer** Vous n'aurez pas trop de soucis à vous faire pour vivre vos prochaines fins de mois en beauté. Vous pouvez compter sur un cadeau des astres sous forme de quelques rentrées d'argent inespérées ou d'une belle promotion professionnelle.

**Lion** Les influences planétaires vous seront particulièrement favorables en cette journée. A vous de savoir profiter de cette aubaine et de vous tenir à l'affût des bonnes affaires. Les circonstances vous permettront de réaliser des transactions financières très lucratives.

**Vierge** Cette configuration de Saturne vous poussera à l'imprévoyance. Un climat de douce insouciance vous enveloppera. Et pourtant un proverbe chinois vous conseille : "N'attends pas d'avoir soif pour tirer l'eau du puits".

**Balance** Attention, vous feriez bien d'éviter toute opération financière d'envergure en ce moment. Jupiter et Pluton, les deux planètes liées à l'argent, seront en mauvaise posture, ce qui non seulement va annuler leur impact protecteur mais pourra même se traduire par des problèmes momentanés. Ne provoquez pas le sort !

**Scorpion** Vu cet aspect de Mercure, vous ne devriez rencontrer ni des difficultés notables ni une chance exceptionnelle dans le domaine financier. Attention cependant à Pluton mal aspecté, dont la position dans votre Ciel pourra avoir pour conséquence de vous rendre extrêmement dépensier ; contrôlez vos envies de luxe !

**Sagittaire** Calme plat dans le secteur financier, qui ne sera influencé aujourd'hui par aucune planète. Vous ne devriez donc pas rencontrer de problème majeur, mais n'en déduisez pas que vous pouvez faire des folies. Il est vrai que les tentations sont grandes en ce moment, mais il vaudrait mieux éviter de craquer sans réfléchir. Il est possible que vous vous trouviez face à un reliquat de dette dont vous ne pourrez plus différer le remboursement.

**Capricorne** Les influences astrales vous resteront encore assez favorables. Mais la chance pure vous tournera résolument le dos. Méfiez-vous donc de vos moments d'euphorie que vous distillera le climat lunaire de la journée, ceci afin de ne pas dépenser l'argent que vous n'aurez pas gagné aux jeux ou dans les spéculations.

**Verseau** Attention à votre situation matérielle ! Vous pourriez bien grever votre budget en dépensant un peu à tort et à travers. Pensez à serrez la ceinture. Aussi, faites preuve de vigilance, ne vous lancez pas dans des opérations financières hasardeuses, elles pourraient vous coûter cher.

**Poissons** Inutile de vous leurrer : la journée sera périlleuse. Pluton en cet aspect va certainement faire des vagues sur le plan financier. Méfiez-vous de vos intuitions actuelles comme de la peste ; et ne prenez pour l'instant aucune décision financière importante, qu'il s'agisse d'achat, de vente, de placement ou de spéculation.

## L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : [contact@leconomistedutogo.tg](mailto:contact@leconomistedutogo.tg)  
Site web : [www.leconomistedutogo.tg](http://www.leconomistedutogo.tg)  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU

## Santé

# Le Togo note entre 2500 à 3000 cas de tuberculose par an

Au Togo, la tuberculose existe et fait des morts chaque année. On note au tour de 2500 à 3000 cas de tuberculose dépistés annuellement. Parmi ce nombre dépisté il y a 10% qui en meurt et autour de 86% à 90% sont traités et guéris. Komi Séraphin Adjoh, le chef du service de pneumo-physiologie au centre hospitalier universitaire (CHU) Sylvanus Olympio, nous dit plus de cette maladie qui tue à petit feu au Togo.



● **Komi Séraphin Adjoh, le chef du service de pneumo-physiologie au centre hospitalier universitaire (CHU) Sylvanus Olympio**

La tuberculose est une maladie infectieuse qui est due à un microbe appelée *Mycobacterium tuberculosis* ou Bacille de Koch (B.K), découverte le 24 mars 1882 par le Robert Koch. C'est une maladie qui attaque préférentiellement les poumons ce qui fait que le maître symptôme c'est la toux, mais au-delà de ça, il peut attaquer les autres organes du corps humain. La tuberculose se transmet par la voie aérienne donc quelqu'un qui a la tuberculose et qui tousse à côté de vous, vous envoie plein de BK et vous inhalez. Sans le savoir, vous êtes infectés, et vous avez le BK dans le corps ce qui favorise la contamination.

## Comment se manifeste-t-elle ?

Le prof Adjoh explique que ce n'est pas rencontrer le germe qui est le gros problème, mais c'est ce qu'on fait de ce germe quand on le rencontre. « Quand le germe rentre dans l'organisme, et que vous êtes bien portant, vous mangez bien, vous êtes épanouie, vous allez bien vivre avec le germe jusqu'à mourir d'autre mort. Mais si ce n'est pas le cas, vous allez développer la maladie », a-t-il indiqué.

La tuberculose se manifeste par une toux, une fièvre qui persiste, un amaigrissement important, une grande fatigue, et parfois les crachats contenant du sang (hémoptysie) et l'essoufflement les douleurs thoraciques, s'il s'agit de la forme un peu plus avancée de la maladie. « La tuberculose ne fait pas de bruit, il finit par faire du bruit mais souvent, elle commence très lentement et donne le temps au gens, de traîner où ils veulent et de contaminer qui ils veulent avant d'être abattu fragiliser et n'être plus en mesure d'être plus en mesure d'être un danger pour les autres », a indiqué le Prof Adjoh.

Il précise que cette évolution lente chronique de la maladie fait que le risque de contamination est assez élevé et ça laisse beaucoup de temps au malade pour contaminer. Il ajoute que quand vous avez le germe, vous pouvez le garder pendant des années. « Je fais la tuberculose aujourd'hui, parce qu'il se peut qu'il y a 40 ans j'ai rencontré quelqu'un et j'ai inhalé le BK. Le BK peut rester longtemps dans l'organisme sans déranger ».

## Comment peut-on mettre fin à cette maladie ?

L'organisation mondiale de la santé (OMS) veut mettre fin à la tuberculose d'ici 2035. Ceci, à travers la mobilisation des dirigeants et agir à haut niveau pour mettre fin à la tuberculose, investir d'urgence dans les ressources, le soutien, les soins et l'information est essentiel pour assurer l'accès universel aux soins de la tuberculose et pour la recherche et en s'attaquant aux inégalités en matière de santé pour garantir la santé pour tous.

Mais pour le chef du service de pneumo-physiologie, l'éradication de la tuberculose au Togo, va prendre du temps. Parce que selon lui, si aujourd'hui ils arrivent à enlever tous les cas de tuberculose parmi eux, ils ne vont pas réussir à arrêter la tuberculose parce qu'il y a au moins le tiers de la population du Togo qui se trimbale avec le BK dans leur organisme. Il a précisé que les pays développés se sont débarrassés des 2/3 des cas de tuberculose sans médicaments, juste par l'amélioration des conditions de vie, de nutrition et d'habitat.

## Qui peut développer la tuberculose ?

Tout le monde peut avoir le microbe de BK dans l'organisme mais les personnes à immunité faibles sont plus exposées à la maladie, notamment les personnes séropositives au VIH, les diabétiques, les alcooliques, les personnes souffrant de malnutrition, les femmes enceintes, les enfants, surtout en bas âge et les personnes âgées.

## Le tabac et la tuberculose

D'après Séraphin Komi Adjoh, le tabac est la pire des cochonneries que les hommes se sont trouvés sur terre pour se faire plaisir. « Dans la fumée du tabac, il y a tellement d'éléments dangereux pour l'organisme mais on se fait plaisir à s'intoxiquer, et aujourd'hui, on trompe encore la population en faisant croire qu'il y a un mode civilisé plus élégant d'utilisation ces drogues par la forme modernisée chicha, qui en vogue », a-t-il regretté en affirmant que la chicha est de 20 à 50 fois plus dangereuse que la cigarette classique. « Les cancérigènes, les irritants des voies respiratoires y sont plus concentrés quand vous inhalez une bouffée et le pire c'est que ceux qui en font la promotion ajoutent d'autres stimulants, drogues et substances dangereux pour la santé et ce qu'il faut dire c'est que, que ce soit la chicha ou le tabac roulé ou encore la cigarette classique, quand on fume, la fumée va altérer les moyens de défense au niveau des poumons. Ce qui fait que si vous êtes fumeur quand vous rencontrez le germe de la tuberculose, vous avez tous les problèmes à le gérer et à lutter contre. Et donc le risque de développer la maladie est plus important », a laissé entendre le Prof Adjoh.

Aussi, poursuit-il, le fumeur qui fait la tuberculose, fait souvent la forme avec beaucoup de lésions au niveau des poumons donc une forme beaucoup plus grave que celui qui ne fume pas et il guérit souvent en laissant des séquelles sur les poumons. « Sur tous les plans, le tabagisme n'est pas bon pour la santé de façon générale et ça aggrave les choses en matière de lutte contre la tuberculose ».

## La tuberculose et VIH : le couple maudit

La tuberculose et le VIH sont appelés le couple maudit dans le jargon médical selon le prof Adjoh, parce qu'elles traînent avec elles, la mort et s'influencent mutuellement. « On peut attraper le germe de la tuberculose et ne pas faire la tuberculose quand on a un système immunitaire solide. Ce qui se passe c'est que le VIH va altérer le système de défense du malade. Donc quand tu as le VIH, ton système immunitaire est altéré et donc si tu rencontres le bassin tuberculeux, tu ne peux pas bien te défendre contre et donc rapidement, cette bassine se multiplie et entraîne la maladie », a-t-il expliqué. « Les anciennes bassines dormantes dans l'organisme bien avant l'infection VIH sont là, et quand le BK arrive, ils se réveillent et entraînent la maladie. Le VIH favorise l'éclosion de la maladie tuberculose ».

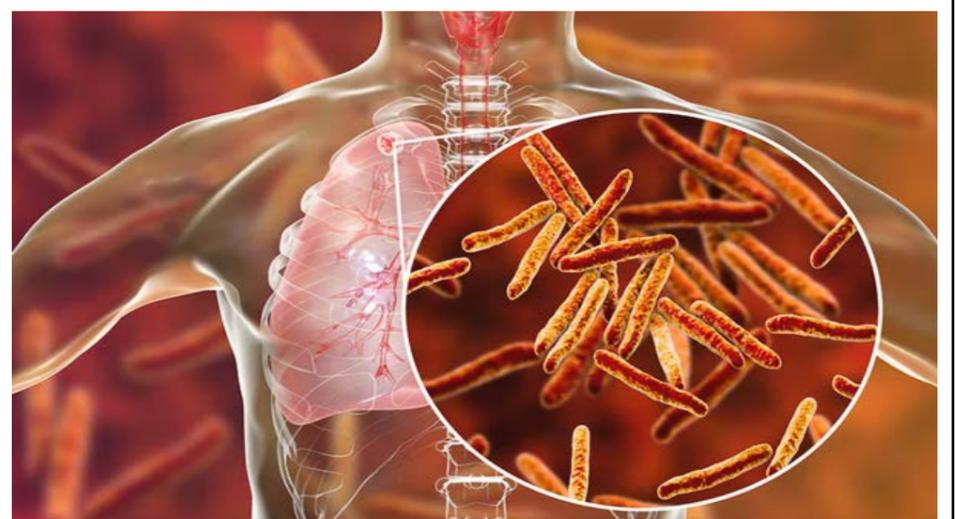
Le spécialiste en pneumo-physiologie soutient que quand la tuberculose survient chez celui qui a le VIH, non seulement le VIH a altéré le système immunitaire, et donc les BK ne trouvent pas en face d'eux, un système immunitaire qui les empêche de se propager, leur lésion au niveau de l'organisme, est plus importante, en ce moment la tuberculose a tendance à toucher plusieurs organes à la fois, comme les poumons, le cœur, le cerveau et les os en même temps chez la même personne. « C'est ce qui explique que ces personnes meurent assez souvent. C'est le problème de co-infection d'où "un couple maudit" qui conduit vite à la mort ».

A en croire le professeur Adjoh, dans la stratégie, ils essaient de tout faire pour traiter simultanément ces deux maladies. « Quand vous avez le VIH, on fait tout pour que vous n'ayez pas la tuberculose et on le cherche activement chez ces gens pour pouvoir les traiter à temps. De la même façon, quand on détecte la tuberculose, on fait tout pour savoir si vous n'avez pas le VIH associé pour que vous soyez traité pour les deux simultanément, pour éviter une évolution défavorable », a-t-il affirmé.

## Comment prévenir la tuberculose ?

Au Togo, l'Etat a introduit la vaccination de bacille de Calmette-Guérin (BCG) dans le programme de vaccination des enfants de 0 à 5 ans. Ce vaccin se fait dès la naissance et protège l'enfant jusqu'à 15 ans. « Le vaccin BCG renforce notre organisme pour que si on rencontre un bassin tuberculeux, qu'on puisse mieux lutter contre, c'est indépendamment de comment se présente le bassin tuberculeux et donc le vaccin n'empêche pas d'attraper les formes résistantes et ça n'empêche pas que la forme résistante sévisse et prend un grand nombre », a précisé le prof Adjoh.

Pour se prévenir contre la tuberculose, il faut également se couvrir la bouche et le nez avec un mouchoir quand ils toussent ou éternuent. Il faut aussi une prévention médicale pour les contacts des patients tuberculeux chez les enfants de moins de 15 ans et PvVIH.



Suite à la page 11

**Suite de la page 10****Comment se fait le traitement de la tuberculose ?**

Le diagnostic et le traitement de la tuberculose sont gratuits au Togo. Le traitement est à base des comprimés et dure 6 mois avec un suivi logique. La détection précoce et traitement approprié rompt la chaîne de contamination, c'est pourquoi il est nécessaire de soutenir les malades de tuberculose afin qu'ils aillent au bout du traitement. Pendant le traitement, le malade doit faire des contrôles au laboratoire et le non-respect de la prise régulière des médicaments antituberculeux expose l'entourage du malade à la contamination. Le malade à un échec de traitement, les microbes du malade vont résister aux médicaments antituberculeux dans ce cas, la durée du traitement est rallongée à 9 mois. Le malade doit manger des aliments équilibrés à savoir des protéines, des glucides, des lipides et des fruits.

Dans le sens de la lutte contre la tuberculose au Togo, le gouvernement avec le programme national de lutte contre la tuberculose a amélioré le plateau technique pour le diagnostic de la tuberculose, et à une mise en place, la formation des techniciens sur le terrain et acteurs de lutte contre la tuberculose, afin de permettre de prodiguer des soins de qualité aux populations. Le 24 mars de chaque année, est célébrée la journée mondiale de la tuberculose et cette année 2023 était la 28ème édition.

**Le diagnostic et le traitement de la tuberculose sont gratuits ? Et quel est le coût de cette gratuité au cours des cinq dernières années ?**

Le gouvernement togolais avec l'aide de ses partenaires met à la disposition du PNLT les équipements et intrants médicaux pour un diagnostic gratuit ; les médicaments pour une prise en charge gratuite également dans toutes les formations sanitaires du pays. Chaque année le PNLT dépense près de 80% de son budget pour supporter le coût direct de cette gratuité. Et il faut dire que le financement de la lutte contre la tuberculose tourne autour de 500 000 000 de FCFA par an en moyenne et peut certaines années atteindre 900 000 000 FCFA (investissement y compris).

**En dehors du programme national de lutte contre la tuberculose, est ce qu'il y a d'autres programmes ou projets actifs dans la lutte ?**

Le Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT) a été mis en place depuis 1992 par arrêté n°066/2009/MS/CAB/DGS du 14 avril 2009 portant création, attribution et organisation du programme national de lutte contre la tuberculose et la lèpre au Togo avec pour attributions de coordonner toutes les interventions de lutte contre cette endémie meurtrière et soulager ses populations des dépenses catastrophiques qu'elle engendre. Son but est de réduire la morbi-mortalité due à la tuberculose Pour réussir sa mission, le PNLT travaille en étroite collaboration avec les autres entités centrales et déconcentrées du ministère de la santé, de l'hygiène publique et le l'accès universel aux soins (les directions régionales et préfectorales). Il y a aussi des organisations de la société civile comme UONGTO qui travaillent dans la lutte.

**Quels sont leurs niveaux d'implications ?**

Il existe une complémentarité entre les services centraux du ministère pour une meilleure coordination de la lutte contre la maladie. Les directions régionales de la santé et les directions préfectorales de la santé interviennent au niveau opérationnel pour mettre en œuvre les activités de lutte contre la tuberculose avec l'implications de organisations communautaires

Réalisation : **Hélène MARTELOT****Doufelgou****La 34ème édition de « Sintu Janjaagou » célébrée à Défalé**

Les natifs de la préfecture de Doufelgou ont célébré le samedi 8 avril leur fête traditionnelle « Sintu Janjaagou » placée sous le thème « Unis autour des institutions dans la lutte contre l'extrémisme violent, pour la cohésion sociale et le développement de Doufelgou ». L'apothéose a eu lieu à Défalé dans la commune Doufelgou 2, au nord du chef-lieu de la préfecture, sur la nationale N°1 en présence du ministre en charge des Droits de l'homme, porte-parole du gouvernement, Christian Eninam Trimua.

« Sintu Janjaagou », une fête de moissons du peuple Nawda et Lamba de Doufelgou est célébrée chaque année dans la première semaine du mois d'avril. Elle est une occasion pour ces fils et filles de remercier les mannes de leurs ancêtres pour les bonnes récoltes et souhaiter l'abondance pour la nouvelle saison. Cette fête constitue également une aubaine pour eux de se ressourcer et de partager avec les divinités ancestrales les mets préparés à base de leurs produits agricoles locaux. Au-delà de l'aspect festif, « Sintu Janjaagou » offre l'opportunité aussi aux filles et fils de Doufelgou de se retrouver pour réfléchir sur les questions liées au développement de leur milieu. Le ministre des Droits de l'Homme a indiqué que « Sintu Janjaagou » à l'instar des autres fêtes traditionnelles du territoire national, est une vitrine identitaire de marque qui met en exergue la richesse du terroir. Selon le ministre Trimua, la célébration de « Sintu Janjaagou » s'inscrit dans un contexte national et



international marqué par les crises superposées (Covid 19, crises sécuritaires et expansion du terrorisme) depuis trois années consécutives. « Aujourd'hui, l'ambition du chef de l'Etat, c'est d'interpeller chaque fille et fils du pays à continuer à mettre au cœur de ses actions les valeurs fondatrices transmises par les pères de l'indépendance : le travail, la liberté et la patrie, afin que tous les citoyens Togolais continuent de travailler inlassablement pour produire plus et augmenter les moissons en vue de ne pas dépendre de l'extérieur », a fait savoir le ministre. Il a lancé un appel aux citoyens de consommer local et surtout d'éviter les troubles qui portent préjudice à la jouissance de la liberté lors des

manifestations de tout genre. Pour le président du comité d'organisation, Tchambakou Ayassor, « Sintu Janjaagou » se veut aussi un lieu idéal de promotion de vivre ensemble et de la cohésion nationale conformément à la politique du chef de l'Etat. Il a exprimé sa reconnaissance à tous ceux qui ont fait le déplacement pour rehausser l'éclat et la réussite de cette 34ème édition. Cette célébration a connu la présence de plusieurs autorités politiques, civiles et militaires, des touristes et cadres natifs, ainsi qu'une délégation du peuple Akposso. Elle a été marquée par différentes prestations de danses traditionnelles des groupes folkloriques des cantons de Doufelgou et ceux de divers horizons.

Avec **ATOP/SG/AJA****Développement communautaire****Un forage rénové réceptionné à Agou**

Un forage rénové a été réceptionné le samedi 8 avril à Agou-Gadza Wukpé, environ 7 km d'Agou-Gadzépé dans la commune Agou 1.

La rénovation a coûté environ 700.000 FCFA. La nouvelle pompe a une puissance de 2,2 Kw et un débit de 7 m3/h. Munie d'un câble pompé, elle est placée dans un puit de 4 m. Ce joyau a été rénové grâce à M. Atabuh Kossi Dzinyefa, fils de la localité d'Agou-Gadza Wukpé. L'objectif est de fournir de l'eau potable

à la population d'Agou-Gadza Wukpé. Le donateur, M. Atabuh Kossi Dzinyefa, préfet du Golfe a fait savoir que d'autres projets de développement suivront sur la voie qui mène vers le village de Gadza-Wukpé. Le secrétaire général de la préfecture d'Agou, Messeko Kossi, le 1er adjoint au maire de la commune Agou 1, Yovo Yao Dagbe et les autres interve-

nants ont remercié le donateur pour son attachement à sa localité. Ils ont exhorté d'une part, la population à en faire bon usage et d'autre part à rester vigilante pour lutter contre l'extrémisme violent. La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs autorités et la communauté d'Agou-Gadza Wukpé.

Avec **ATOP/BSM/GKM****Le Togo en chiffres****Produits échangés**

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...			
Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

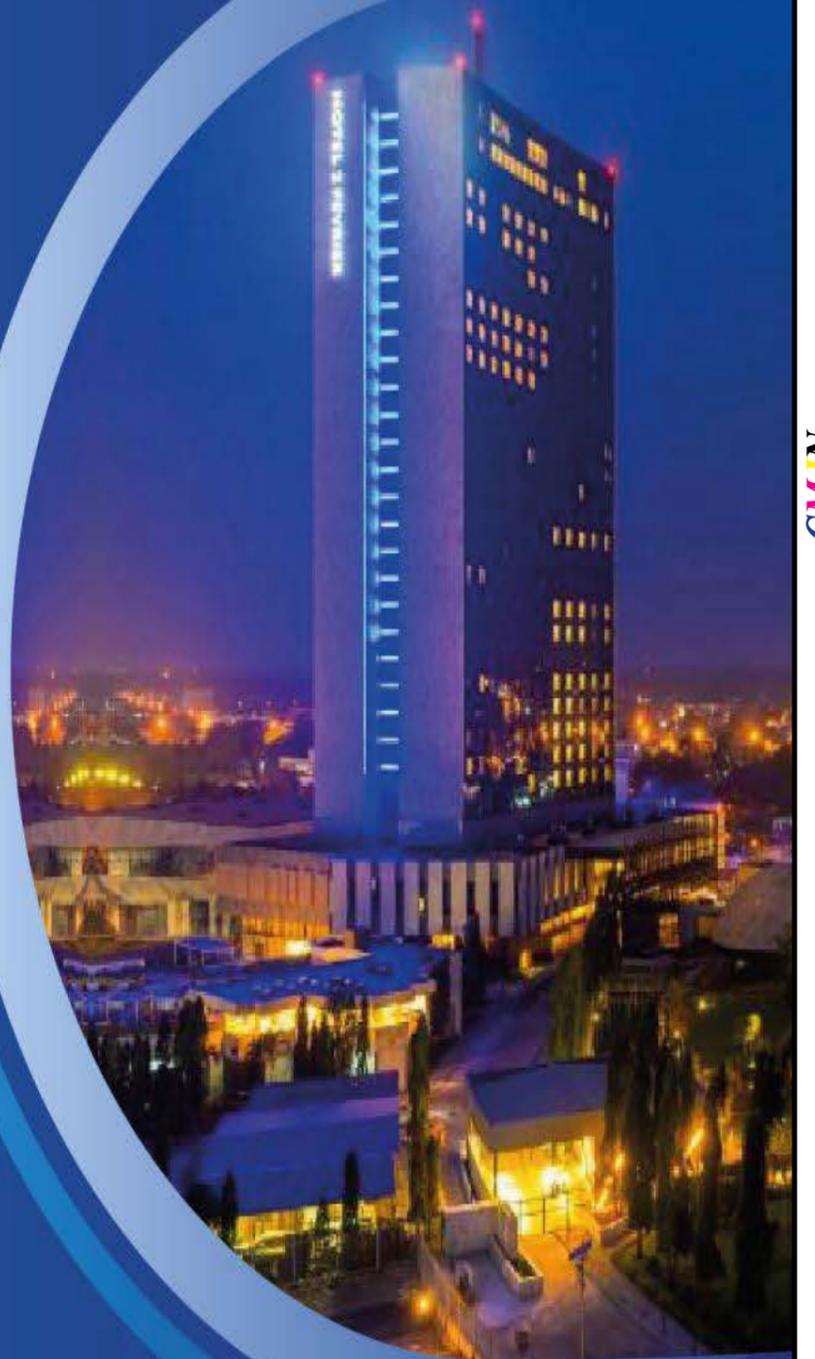


# SAVE THE DATE

10-11 MAI 2023 | TOGO - LOMÉ | HÔTEL 2 FEVRIER

4<sup>ème</sup> édition

# BRVM AWARDS 2023



**THÈME :**

“ **MARCHÉS DES CAPITAUX ET  
RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE** ”

[www.brvmawards.com](http://www.brvmawards.com)

CMJN

CMJN